

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**Opération :** Travaux de rénovation thermique des enveloppes de 10 villas cadres à PALAISEAU (91)

**Client :** ECOLE POLYTECHNIQUE  
**Adresse des travaux :** Avenue Auguste Raynal  
91120 PALAISEAU

**Aff. N° :** C-CS91-2024-30-235428  
**Opération de catégorie :** Niveau 2

**CSPS :** Matthieu BROSSE  
**Mail :** [matthieu.brosse@btp-consultants.fr](mailto:matthieu.brosse@btp-consultants.fr)  
**Mobile :** +33788866757

**Agence :** Agence Essonne  
Immeuble IRIS - 1er étage  
12, avenue du Québec  
91140 VILLEBON-SUR-YVETTE  
**Fixe :** +33164468810

**Initié le :** 24/01/2025  
**Date de mise à jour :** 24/01/2025



Indice	Date	Modifications apportées	Nom du RM	Phase
0	24/01/2025		Matthieu BROSSE	Conception

## Sommaire

<b>Renseignements administratif</b>	3
1. Description sommaire de l'opération	3
2. Planning prévisionnel	3
3. Catégorie de l'opération	3
4. Mode de consultation des entreprises et allotissement	3
5. Coordonnées des intervenants	3
<b>Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS</b>	4
1. Particularités de l'opération	4
2. Polluants	9
3. PIC	12
4. Réseaux	13
5. Installations de chantier	15
6. Circulations piétons et véhicules	19
7. Stockage	20
8. Évacuation des déchets et matériaux	21
9. Manutention, appro et levage	21
10. Échafaudages	22
11. Protections Collectives	23
12. Spécificités complémentaires	24
13. Secours	24
14. Autres sujets	25
<b>Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent</b>	26
1. Autorité et moyens donnés au CSPS	26
2. Modalités d'interventions	26
3. VIC - P.P.S.P.S.	27
4. Accueil sur site et formation	27
5. Modalités de coopération	27
6. Enchaînement des tâches	27
7. Travaux superposés	28
8. Visite et courrier des Organismes	28
9. Non-respect du Code du Travail	28

## Renseignements d'ordre administratif

### 1. Description sommaire de l'opération

Le projet concerne la rénovation thermique des enveloppes de 10 villas cadres situées Avenue Auguste Raynal à PALAISEAU (91).

Les travaux comprennent la réalisation thermique par l'extérieur de l'enveloppe, remplacement de la production de chauffage gaz par des pompes à chaleur, remplacement des menuiseries extérieures, mise en place d'une Ventilation Mécanique Centralisée et réflexion sur une solution pour la mise en œuvre d'une énergie renouvelable.

### 2. Planning prévisionnel

- Délai prévisionnel : 12 mois
- Démarrage prévisionnel : Janvier 2025
- Effectif prévisionnel : 16

### 3. Catégorie de l'opération

L'opération est classée en catégorie 2

### 4. Mode de consultation des entreprises et allotissement

Le marché de Travaux est passé en Corps d'états séparés, et alloti comme suit :  
Rang : (TL) Titulaire du Lot - (ST1) Sous-Traitant de rang 1

N° de lot	Nom du lot	Entreprise	Rang
01	INSTALLATION DE CHANTIER / TRAITEMENT DES FACADES	-	-
02	MENUISERIES EXTERIEURES	-	-
03	ETANCHEITE	-	-
04	ELECTRICITE / CHAUFFAGE / VENTILATION	-	-

### 5. Coordonnées des intervenants

Qualité	Sociétés	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Maitre d'Ouvrage	ECOLE POLYTECHNIQUE	Route de Saclay 91120 - PALAISEAU	Saïd MOUSSA BENYACINE	+33682024751 said.moussa- benyacine@polytechnique.edu
Maitre d'Ouvrage	ECOLE POLYTECHNIQUE	Route de Saclay 91120 - PALAISEAU	Valentina SARDELLA	valentina.sardella@polytechnique.edu
Maitre d'Ouvrage	ECOLE POLYTECHNIQUE	Route de Saclay 91120 - PALAISEAU	Eugénie NAGY	+33608520026 eugenie.nagy@polytechnique.edu
Architecte	LEMOAL LEMOAL	40, Rue du Château d'Eau 75010 - PARIS	AGENCE	agence@lemoal-lemoal.com
Bureau d'études fluide	LBE INGÉNIERIE	101b, Avenue Eugène Delacroix 91210 - DRAVEIL	Arnaud LANVIN	arnaud.lanvin@lbei.fr

Qualité	Organismes	Adresse	Responsables	Téléphones & Emails
Conseiller en prévention	OPPBTP IDF	25, Avenue du général leclerc 92660 - BOULOGNE- BILLANCOURT Cedex	Nicolas NOCQUET	+33617363092 nicolas.nocquet@oppbtp.fr
Contrôleuse du travail	CRAMIF 91	507, Place des Champs Elysées 91080 - EVRY- COURCOURONNES	Véronique VENET	prevention91.cramif@assurance- maladie.fr
Inspecteur du travail	DRIEETS 91	98, Allée des Champs Elysées - TSA 91105 91010 - EVRY- COURCOURONNES Cedex	Olivier RAUBER	ddets-uc1@essonne.gouv.fr

## Synthèse d'organisation du chantier arrêtée par le maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS

### 1. Particularités de l'opération

#### Contraintes spécifiques

##### Environnement du site

- Le campus de l'École polytechnique s'étend sur une superficie totale d'environ 160 hectares.

Il est desservi par plusieurs axes routiers importants comme :

- l'autoroute A6 depuis Paris, périphérique porte d'Orléans ou d'Italie ;
- la nationale N118 depuis Paris, Pont de Sèvres.

Coordonnées GPS : 48.70978838453731, 2.213681101997669

Indication 31 sur le plan de localisation

##### Les entreprises prendront en compte :

- Les travaux en milieu occupé ;
- Les abords du site en zone occupée ;
- La présence de trottoirs piétons maintenu en bordure du chantier.

Le stationnement des véhicules et engins est strictement limité aux zones prévues à cet effet. Il est formellement interdit de stationner en dehors des espaces délimités, que ce soit par les clôtures installées sur le chantier ou par les aires de stationnement dûment autorisées et aménagées. Tout stationnement en marge de ces zones définies est proscrit et susceptible d'entraîner des sanctions.

## Plan d'accès à l'École Polytechnique Executive Education (Bâtiment 411)



### Autorisations administratives

- Occupation du domaine public
- Arrêté de circulation
- Modification de la circulation piétonne autour de l'emprise
- Modification de la circulation et du stationnement des véhicules autour de l'emprise
- Survol de la grue mobile : voir si la mairie a pris des arrêtés définissant des procédures particulières











### Permis feu

Service de Sécurité Incendie Tél : 01 69 33 34 33

Un permis feu quotidien devra être obtenu auprès du PC sécurité. Pendant la période de validité, l'entreprise veillera à l'absence de nouveaux risques. Pour les équipes successives, le permis feu doit être validé à chaque changement de poste afin d'assurer une transmission des informations à l'équipe suivante.




<p align="center"><b>Protocole de sécurité SIMPLIFIE</b></p> <p align="center"><b>Opérations de chargement ou déchargement</b> (Code du travail Art R4515-1 à 11 et Arrêté du 26 avril 1996)</p> <p align="center"><b>ENTREPRISE D'ACCUEIL</b> <b>ECOLE POLYTECHNIQUE</b> Route de Saclay 91120 PALAISEAU</p>	<p align="right">Page 1/1</p> 
---	---

1 - INFORMATIONS GENERALES	
<b>ACCIDENT / INCIDENT / INCENDIE : Informer l'agent accompagnant de l'Ecole</b>	
<b>Tél. premiers secours :</b> 	<b>01 69 33 34 33 ou 18 ou 3433 à partir d'un poste fixe.</b>
<b>Circulation sur le site :</b> Le Code de la Route et l'ADR pour le transport des marchandises dangereuses s'appliquent aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de site. Lors des manœuvres en marche arrière les feux de détresse doivent être en fonction : 	
Lors des phases d'attente le moteur doit être coupé.  	
<b>Vérifications avant chargement ou déchargement :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise à quai conforme du véhicule ;</li><li>- Frein de parking serré ;</li><li>- Mise en place des cales de roues ;</li><li>- Remise des clefs à l'interlocuteur.</li></ul>	  
Les piétons sont prioritaires : attention à eux !	
Les engins de manutention sont prioritaires !	
Attention au risque de chute	

2 – EQUIPEMENTS OBLIGATOIRES (Consignes générales)
  

3 – INTERDICTIONS
         

4 – OPERATIONS DE CHARGEMENT OU DE DECHARGEMENT	
	<p>Seul le personnel de l'Ecole est habilité à se servir des appareils de manutention. Les appareils de manutention ne seront pas prêtés aux entreprises extérieures pour effectuer ces opérations.</p> <p>Les chargements ou déchargement de moins de 3 tonnes sont effectués par le conducteur selon le contrat type de transport.</p>

5 – FIN DE CHARGEMENT OU DECHARGEMENT	
	Il est interdit de quitter le site de l'Ecole sans en avoir reçu l'autorisation de la part de votre accompagnateur.

## Interactions sur le site

### Particularités :

Le chantier se déroulera en milieu occupé

### Généralités :

Dans l'exécution des travaux, chaque entreprise devra se conformer aux dispositions arrêtées par le Chef d'établissement lors de l'inspection commune.

Les entreprises détailleront dans leurs PPSPS les dispositions prises pour empêcher que les occupants ou le public aient accès à une partie quelconque du chantier ainsi qu'aux matériels et matériaux. Chaque entreprise devra s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

#### Les accès

Tous les accès, et notamment les accès et voies de pompier (tours, bornes d'incendie), devront être maintenus opérationnels. Dans le cas contraire, la condamnation, même provisoire (montage/démontage) devra avoir été validée par le Maître d'Ouvrage.

Les portes d'accès sur rues, les portes secondaires et celles des locaux communs seront maintenues fermées en permanence, pour éviter toute intrusion.

En phases livraisons/évacuations, ces accès devront rester sous la surveillance permanente d'un représentant de l'entreprise.

#### Les circulations

Les matériaux et l'outillage ne devront gêner en aucune façon la libre circulation des personnes sur le domaine public ou dans les circulations des parties communes. Les parties communes seront nettoyées quotidiennement.

#### Visite des logements avant travaux

Pendant la période de préparation, tous les logements devront individuellement, être visités aux fins d'établir une "fiche travaux" permettant d'expliquer au locataire le contenu du programme travaux prévu dans son logement. Cette visite permettra également de prendre en considération les points particuliers à adopter envers le locataire.

Ces visites se feront en présence du conducteur de travaux principal de l'Entreprise.

L'Entrepreneur devra assurer et assumer les prises de rendez-vous avec les locataires.

#### Exécution des travaux en milieu occupé

Les travaux seront exécutés dans des logements occupés. Toutes les mesures nécessaires pour gêner le moins possible les occupants doivent être mises en place, par L'Entrepreneur, préalablement à l'exécution.

L'Entreprise devra garantir les stocks minimaux pour qu'aucun arrêt n'intervienne pendant l'exécution dans le logement.

L'Entrepreneur devra impérativement traiter le logement avant son départ, de manière à ne pas laisser pendant toute une nuit ou tout un week-end ou toute autre période d'absence, de l'Entrepreneur, sur le chantier un logement sans les équipements nécessaires, cette condition s'applique pour les éléments de fermeture du logement tels que les menuiseries extérieures, et l'électricité du logement, par exemple.

Pour les éléments d'équipements de vie du logement au surplus, il y aura lieu, en cas d'exécution des ouvrages, de laisser en permanence, un point d'eau dans le logement et le W.C en fonctionnement même provisoire.

Pendant l'exécution des travaux, toutes mesures devront être prises pour permettre aux locataires de préparer les repas du midi et du soir (point d'eau et alimentation électrique).



## 2. Polluants

Amiante

## Particularités :

## VILLA 1

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/10/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur EST, NORD, OUEST et SUD - Enduits extérieurs projetés

Toiture - Mitres

## VILLA 2

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/14/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur EST, NORD, OUEST et SUD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

Toiture - Mitres

## VILLA 3

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/3/AM-RTV\_V1

Le : 25/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Menuiseries extérieures - Joints d'étanchéité

Façade extérieur EST, NORD, OUEST et SUD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

Toiture - Mitres

## VILLA 4

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/1/AM-RTV\_V1

Le : 25/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur NORD et SUD - Enduits extérieurs projetés

Toiture - Mitres

## VILLA 5

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/12/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur NORD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

## VILLA 6

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/30/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Menuiseries extérieures - Joints d'étanchéité

Façade extérieur SUD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

## VILLA 7

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/17/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Menuiseries extérieures - Joints d'étanchéité

Façade extérieur NORD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

#### VILLA 8

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/7/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur SUD - Enduits extérieurs projetés

Façade Extérieur - Joints de dilatation

#### VILLA 9

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/19/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur EST, NORD, OUEST et SUD - Enduits extérieurs projetés

#### VILLA 10

Type de repérage : Avant travaux

Diagnostic établi par : BUREAU VERITAS EXPLOITATION SAS

Référence du rapport : N°22461180/S2/6/AM-RTV\_V1

Le : 26/07/2024

Conclusions : Dans le cadre de la mission objet du présent rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Façade extérieur EST, NORD, OUEST et SUD - Enduits extérieurs projetés

Le MOA annexera le rapport final de fin de travaux amiante, le certificat d'acceptation préalables, les BSDA et la mise à jour du rapport de repérage dans le cadre du DTA au DIUO

#### Généralités :

Tous les matériaux contenant des fibres d'amiante, présents dans les bâtiments, seront repérés par l'entreprise en charge des travaux, y compris curage dans les volumes concernés, au moyen d'une étiquette adhésive réalisée sur le modèle ci-contre ou au moyen d'un marquage à la bombe de peinture avec identification par le symbole (A).

L'entreprise en charge des travaux devra assurer le remplacement, autant que nécessaire, de ces étiquettes, en cas de décollement ou de disparition, et la mise à jour du marquage et de l'identification à l'avancement des travaux de curage.

L'entreprise en charge des travaux établira un plan de retrait qui détaillera, niveau par niveau, les installations de chantier.

Les éventuels travaux en sous-section 4 feront l'objet d'une note méthodologique détaillée.

L'alimentation en eau des sas et de la base vie d'approche sera réalisée par l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux effectuera l'alimentation électrique de ses installations de façon séparée, depuis le coffret mis à disposition par l'entreprise en charge de l'alimentation électrique de chantier.

Cette installation sera secourue; la mise en œuvre d'un groupe autonome de puissance adaptée est à la charge de l'entreprise en charge des travaux.

L'entreprise en charge des travaux implantera ses déprimogènes de façon à minimiser les nuisances sonores vis-à-vis des autres intervenants, comme vis-à-vis des tiers (passants, voisinage).

Dans le cas où des personnels autres que ceux de l'entreprise en charge des travaux seraient amenés à intervenir ou circuler à proximité de ces déprimogènes, l'entreprise en charge des travaux devrait prévoir la mise en œuvre de bâches ou de cloisons acoustiques, abaissant le niveau de bruit à moins de 75 db mesurés à 1m de l'appareil.

Les analyses environnementales type META seront réalisées par l'entreprise en charge des travaux, sur la base de relevés quotidiens, aux emplacements définis par la stratégie d'échantillonnage réalisée par le laboratoire de l'entreprise. Cette stratégie

d'échantillonnage, qui est intégrée au PRC, sera soumise à avis de la maîtrise d'œuvre.

Les mesures de restitution 1 (mesures de « fin de chantier amiante ») seront établies par l'entreprise en charge des travaux.

Une mesure de restitution après déconfinement sera réalisée par le Maître d'Ouvrage, avant poursuite des travaux.

Les mesures de restitution 2, avant restitution des locaux aux occupants, sont à la charge du Maître d'Ouvrage, en application du Code de la Santé Publique.

Les contrôles visuels sont à la charge du Maître d'Ouvrage. Ils seront effectués aux dates définies d'un commun accord avec l'entreprise en charge des travaux, dates proposées au Maître d'Œuvre au moins 15 jours avant intervention du contrôleur visuel.

### 3. PIC

#### Plans d'installation de chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

#### Généralités :

Pendant la période de préparation et au plus tard au démarrage effectif des travaux sur site, les plans d'installations de chantier seront présentés au CSPS.

Le Plan d'installation de chantier précisera, pour chaque phase principale de travaux :

- L'organisation du trafic piéton, véhicules et engins, autour du chantier et toutes modifications apportées à la situation existante avant travaux ;
- L'implantation de l'éventuel bureau des agents de trafic / PC sécurité / Agent SSIAP ;
- L'implantation éventuelle d'un parking pour véhicules ;
- Les zones tampon de stationnement ;
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets ;
- L'implantation des zones de livraison et de déchargement ;
- L'implantation des zones de stockage ;
- L'implantation de l'armoire électrique générale du chantier ;
- L'implantation du compteur de gaz de ville existant ;
- L'implantation de la vanne de coupure générale de l'alimentation en eau ;
- L'implantation des zones de cantonnements ;
- Le point de rassemblement.

Ces plans à jour seront affichés au mur du bureau de chantier. Toutes les entreprises devront se conformer aux dispositions portées sur ce plan.

## 4. Réseaux

### DICT

#### Particularités :

Les contraintes issues des documents reçus sont à retranscrire par les entreprises titulaires sur un plan de synthèse tenu à disposition sur le chantier

#### Généralités :

Sur la base des récépissés de DT et du résultat des investigations complémentaires réalisées par le MOA, les DICT seront adressées aux concessionnaires.

Les récépissés de DICT devront être communiqués au CSPS avant tout démarrage des travaux.

Tout personnel intervenant à proximité de réseau devra être en possession de l'AIPR profil « opérateur » délivrée par son employeur ; au moins un salarié devra être en possession de l'AIPR profil « encadrant ».

Conformément aux dispositions du guide d'application de la réglementation relative aux travaux à proximité de réseaux, fascicule 1, version 1, l'entreprise doit :

a) prendre en compte l'ensemble des éléments fournis dans le DCE par le MOA concernant notamment les réponses aux DT et les résultats des éventuelles investigations complémentaires ou opérations de localisation ;

b) avant l'exécution des travaux :

- soit consulter le téléservice (après inscription) du guichet unique en indiquant la zone d'emprise des travaux envisagés (adresse, plan), préalablement à tout travaux et faire une DICT auprès de chaque exploitant indiqué par le guichet unique,
- soit saisir sa DICT directement auprès d'un prestataire d'aide ayant signé une convention avec l'INERIS
- soit saisir sa DICT, à partir des coordonnées des exploitants obtenues en mairie.

c) prendre en compte les clauses techniques et financières particulières fixées dans le marché s'il n'a été réalisé en phase projet ni investigations complémentaires ni opérations de localisation

d) prendre en compte l'ensemble des réponses faites par les exploitants aux DICT pour la préparation du chantier ;

e) ne pas commencer les travaux avant de s'être fait communiquer les récépissés de DICT de tous les exploitants de réseaux sensibles, ou avant le rendez-vous sur site avec l'exploitant;

f) maintenir en bon état le marquage ou piquetage dans l'ensemble de la zone d'emprise des travaux restant à exécuter ;

g) s'assurer que ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux disposent des compétences nécessaires, et des AIPR en cours de validité, lorsque celles-ci sont obligatoires (encadrant de chantier, conducteur d'engins, intervenants sur chantier de travaux urgents) ainsi que, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour l'approche des réseaux électriques ;

h) prendre connaissance des recommandations générales du guide technique relatif à l'encadrement des techniques de travaux (fascicule 2 du guide d'application de la réglementation, version 3) et appliquer strictement les prescriptions fixées par ce guide technique ;

i) prendre en compte et appliquer les prescriptions indiquées par les exploitants dans les récépissés de DICT ;

j) informer ses employés chargés d'encadrer ou exécuter les travaux :

- de la localisation des réseaux et de leurs organes de sécurité dont l'emplacement a été communiqué dans les récépissés de DICT ;
- des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors des travaux ;

k) surseoir aux travaux en cas de découverte fortuite de réseaux souterrains non identifiés au préalable ou de constat d'une position des réseaux non conforme à celle indiquée dans les réponses aux DT ou aux DICT et prévenir le MOA, s'il estime que la sécurité de ses salariés peut être mise en cause ;

l) signaler à l'exploitant et au responsable de projet concernés dans les plus brefs délais tout endommagement même superficiel d'un réseau, tout déplacement supérieur à 10 cm d'un réseau flexible (par exemple câbles et réseaux en polyéthylène, etc.), ou toute autre anomalie en utilisant le constat contradictoire en cas de dommage (Annexe G du fascicule 3) ;

m) conserver sur le chantier :

- les récépissés de DICT
- le compte-rendu de marquage-piquetage réalisé sous la responsabilité du MOA pour les ouvrages des exploitants qui ont fourni des

plans et, le cas échéant, le plan de synthèse mis à jour;  
- le compte-rendu de marquage piquetage suite à réunion sur site pour chacun des ouvrages dont l'exploitant n'a pas fourni de plan ;

n) appliquer, lors d'un endommagement d'un réseau de gaz avec fuite, les quatre actions suivantes :

- arrêter immédiatement le fonctionnement des engins de chantier ;
- alerter immédiatement les sapeurs-pompiers puis l'exploitant du réseau concerné ;
- aménager une zone de sécurité immédiate dans la mesure du possible ;
- accueillir les secours à leur arrivée et rester à leur disposition autant que nécessaire.

En aucun cas, l'exécutant de travaux ne doit intervenir sur les ouvrages endommagés et, en particulier, tenter de colmater la fuite, d'éteindre le gaz enflammé, de remblayer, etc.

### Consignations

Particularités :

Prestation à la charge de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI)

#### Généralités :

Avant démarrage de tous travaux, un chargé de consignation sera désigné nommément dans le PPSPS de l'entreprise. La déconsignation éventuelle des réseaux ne pourra être réalisée que par le chargé de consignation.

Avant chaque phase de travaux, l'ensemble des installations électriques, fluides et gaz situés dans l'emprise des interventions devront avoir été consignés par le chargé de consignation.

Chaque consignation/déconsignation de réseaux sera porté au registre de sécurité de l'entreprise, et signifiée à la Maîtrise d'œuvre.

Toutes les installations maintenues actives (réseaux sous tension, canalisations sous pression, etc...) seront repérées par mise en un œuvre d'un fourreautage de couleur rouge, avec étiquetage informant de la nature du réseau et du danger.

### Électricité de chantier de base

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Armoire générale : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

#### Généralités :

L'armoire générale de chantier sera installée à proximité du point de livraison existant, désigné par la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI)

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement séparé des cantonnements et des bureaux de chantier.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).



### Électricité complémentaire

**Particularités :**

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Eclairage de chantier : Ensemble des circulations et cages d'escaliers y compris blocs de secours (BAES)
- Répartition des coffrets : Un coffret par maison individuelle. La distance entre les coffrets doit permettre aux utilisateurs de raccorder des rallonges de 25m jusqu'à leurs postes de travail. A défaut des coffrets complémentaires seront mis à disposition sur le site.

**Généralités :**

La prestation comprendra depuis cette armoire générale, et pendant toute la durée de l'opération :

- Le branchement et la fourniture des coffrets électriques nécessaires aux besoins du chantier, (compris désamiantage, chauffage en phase chantier notamment), ainsi que les réseaux de distribution. Les coffrets seront montés piètement métal, 3P+N+T, IP 65, et comporteront à minima 4PC 16 A et 2 PC 32 A.
- L'installation d'éclairage de toutes les circulations piétonnes horizontales et verticales du chantier par luminaires IP 44 fixés à plus de deux mètres des sols.
- L'éclairage de sécurité dans l'emprise chantier : blocs autonomes d'éclairage de secours (BAES) dans les circulations verticales et horizontales, à l'intérieur des bâtiments.
- L'établissement d'un plan des installations électriques de chantier pour chaque niveau, faisant figurer l'implantation des coffrets de chantier, l'implantation des luminaires, etc...avec leurs caractéristiques.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes et luminaires, autant de fois que nécessaire), ainsi que le repliement des installations, seront dus au titre de la prestation.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé (opération de 1° ou 2° catégorie ou opération dont la puissance excède 100 KVA).

### Installation existante

**Particularités :**

Prestation à la charge de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI)

**Généralités :**

Avant toute utilisation de l'installation électrique existante, celle-ci fera l'objet d'une vérification, notamment en termes de mise à la terre et de protection différentielle.

### Eau potable de chantier de base

**Particularités :**

Prestation à la charge de la Direction du Patrimoine Immobilier (DPI)

- Emplacement de la vanne d'arrêt générale : A préciser sur le site

**Généralités :**

Pendant toute la durée de l'opération, un réseau provisoire de chantier alimentera en eau les cantonnements, les points de puisage nécessaires à la réalisation des travaux.

## 5. Installations de chantier

### Clôtures de chantier

**Particularités :**

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

**Généralités :**

En limite de la zone de travaux : Les clôtures de chantier intérieures à l'emprise seront constituées par des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 m minimum.

Le présent lot devra l'entretien des clôtures et le remplacement si besoin, pendant toute la durée du chantier

### Accès piétons

**Particularités :**

Chaque entreprise prendra toutes les dispositions pour que seules les personnes autorisées aient accès au chantier

**Généralités :**

Les accès au chantier seront clairement interdits aux tiers, par mise en place d'un accès dédié, accompagné de panneaux interdisant l'accès au public.

Les personnels salariés des entreprises présentes sur site seront tenus de détenir sur eux leur Carte d'Identification Professionnelle des Salariés du Bâtiment et des Travaux Publics, afin d'en permettre le contrôle par les agents de contrôle compétents.

Les artisans seront tenus de présenter leur Carte Professionnelle délivrée par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

Tout intervenant sans Carte Professionnelle pourra être exclu de l'opération, par le représentant du MOE ou du MOA, jusqu'à régularisation de sa situation.

Le registre unique du personnel de chaque entreprise sera mis à jour quotidiennement et sera disponible sur site.

## Cantonnements

### Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Capacité d'accueil et nombre de vestiaires : 16 personnes en pointe
- Installés dans les existants, accès depuis : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)
- Installés dans les bungalows, situés : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

### Généralités :

Les cantonnements seront implantés de telle sorte que leur accès soit possible sans avoir à traverser des zones en travaux.

Ils comporteront une partie sanitaires, une partie réfectoire, et une partie vestiaires :

Ces cantonnements seront installés dans des unités préfabriquées, type bungalows

#### \* SANITAIRES

Conformément aux recommandations de la NT 27 de la CRAMIF, ils seront équipés d'un WC, d'un urinoir pour 16/20 personnes, d'une douche pour 8 personnes devant utiliser cet équipement, ainsi que d'un lavabo pour 5 personnes, et seront mis à la disposition de tous les intervenants jusqu'à fin des travaux.

Les douches seront directement accessibles depuis la partie vestiaires, sans avoir à passer par un couloir.

Un sanitaire dédié sera mis à disposition du personnel féminin.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les locaux seront chauffés.

Ils disposeront en permanence de papier hygiénique, essuie-mains, savons, etc.

Des cabines de toilette autonomes, comprenant WC à la turque et lave mains, seront installées en complément, à proximité des pistes de chantier, de telle sorte qu'un compagnon n'ait pas à parcourir plus de 50 mètres depuis le pied du bâtiment dans lequel il intervient. Elles feront l'objet de vidanges et nettoyages hebdomadaires.

#### \* REFECTOIRES

Les réfectoires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

Ils seront chauffés et climatisés.

L'eau sera potable, à température réglable.

Les tables, chaises, four à micro-ondes, réfrigérateurs et éviers, poubelles, etc...seront mis à la disposition de tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération.

#### \* VESTIAIRES

Les vestiaires seront dimensionnés sur la base de 1,5 m2 environ par personne, et permettront d'accueillir tous les intervenants, à chaque phase des travaux, pendant toute la durée de l'opération. Les armoires vestiaires mises à disposition de tous les intervenants seront à double compartiment et tablette, avec ventilation haute et basse, condamnation par morillon porte-cadenas.

Un local vestiaire séparé sera dédié au personnel féminin, en cas de besoin.

Ils seront chauffés et climatisés.

Des bancs seront installés en vis-à-vis des armoires.

#### \* PRÉCAUTIONS À PRENDRE LORS DU LEVAGE DES BUNGALOWS

- Prenez en compte les prescriptions des exploitants et informez votre personnel de la localisation des réseaux et des mesures de sécurité à appliquer ;
- Ne stationnez pas et ne stockez pas de matériels/matériaux sur les dispositifs de sécurité et ne bloquez pas leur accès (coupure d'urgence, bouche à clé..) ;
- Respectez les distances minimales et zones de sécurité pour les réseaux nus aériens :
  - ≤50 000 volts : 3 mètres
  - >50 000 volts : 5 mètres

En cas d'endommagement d'un réseau sensible, la règle des 4A s'applique :

- Arrêter les machines, appareils électriques, sources chaudes
- Alerter les secours et exploitants du réseau
- Aménager une zone de sécurité autour de l'accident
- Accueillir les secours

#### Bureaux de chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

Emplacement et accès : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

#### Généralités :

Ils comprendront, outre le nombre de pièces nécessaires au fonctionnement de l'ensemble des entreprises, compris sous-traitants, les bureaux nécessaires à la Maîtrise d'Œuvre, ainsi qu'une salle de réunion permettant d'accueillir au moins un représentant de chaque entreprise, compris sous-traitants.

L'ensemble sera meublé (chaise, bureaux, armoires, etc...), ventilé, éclairé et chauffé.

#### Protections contre l'incendie

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

Emplacement des extincteurs : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

Emplacement des extincteurs : A proximité du poste de travail par point chaud

#### Généralités :

La prestation consistera à placer des extincteurs, accessibles pendant les heures d'ouverture du chantier, en nombre suffisant et de type adapté aux risques rencontrés, dans un local ou placard dédié des bureaux dans les cantonnements. Le personnel sera informé de leur emplacement et formé à leur maniement.

Ces extincteurs devront avoir fait l'objet d'une vérification périodique de moins d'un an.

Les travaux par points chauds devront cesser deux heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause-déjeuner, ou le soir).

Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus deux heures auparavant.

Chaque entreprise utilisatrice de produits inflammables devra le mentionner dans son Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au PPSPS).

Chaque entreprise qui effectuera des travaux par points chauds devra approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs adaptés à la nature des travaux réalisés.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par chaque entreprise.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.

#### Nettoyage des cantonnements

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

Périodicité : Quotidien

#### Généralités :

Pendant toute la durée du chantier, une campagne de nettoyage des bureaux de chantier, des sanitaires, des vestiaires et des réfectoires sera organisée quotidiennement.

Sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra faire procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage ou au remplacement de parties d'installations défectueuses par une entreprise présente sur le chantier ou extérieure à l'opération.

### Nettoyage du chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise chaque entreprise

Périodicité : Quotidien

**Généralités :**

Les gravois, déchets et décombres seront évacués jusqu'aux points de regroupement convenus, puis chargés dans la benne appropriée.

En cas de manquement, et sur simple constat, après un délai de prévenance 24 heures resté sans réponse, le Maître d'œuvre pourra :

- Affecter à chaque entreprise sur site une zone précise du chantier à nettoyer quotidiennement ;
- Ordonner le nettoyage général du chantier, par une entreprise extérieure au chantier, autant de fois que nécessaire.

## 6. Circulations piétons et véhicules

### Ouverture/fermeture du chantier

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Qui ouvre, qui ferme : Lot 01
- Horaires : 8h / 17h
- Procédure pour heures supplémentaires : Suivant accord du MOA
- Travaux le samedi : Suivant accord du MOA
- Travaux le Dimanche : Suivant accord du MOA

### Chemins sécurisés piétons

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Cheminement sécurisé entre portillon et base-vie

**Généralités :**

Toutes les circulations provisoires horizontales pour piétons seront sécurisées, libres de tout stockage et déchets, sans accumulation d'eau, etc., pendant toute la durée des travaux, en particulier :

- Entre le portail d'accès et les cantonnements

Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 40 lux.

Les zones non accessibles aux piétons seront interdites d'accès par barriérage et panneau avertisseur adéquat.

### Circulations verticales piétons

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Sapine pour accès en toiture

**Généralités :**

Toutes les circulations provisoires verticales pour piétons seront sécurisées pendant toute la durée des travaux. Leur niveau d'éclairage sera d'au moins 60 lux.

Les accès en toiture sera réalisé par le biais d'escaliers de chantier en colimaçon à sortie latérale (type Escalib), de sapine d'accès, ou tout autre dispositif avec emmarchement et rampes de maintien. En aucun cas ces escaliers ne seront utilisés pour acheminer des matériaux.

## Accès véhicules – livraisons

**Particularités :**

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

- Conditions de levage des charges jusqu'aux zones de stockage : Grue de chargement installée sur un véhicule porteur
- Conditions de roulage des charges depuis les zones de stockage jusqu'aux postes de travail

Les véhicules d'intervention et de travaux doivent être équipés de feux spéciaux (tournant ou clignotant) et alarme de recule

Chaque entreprise veillera à ce que les conducteurs d'engin de chantier ou de levage opérant sur site soient en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite). Les rapports de vérifications périodiques, et les livrets d'entretien seront tenus à disposition des organismes, sur site.

**Généralités :**

La circulation des véhicules est limitée à l'aire de livraison, depuis les portails d'entrée et de sortie de l'emprise.

Aucune opération de chargement ou déchargement, quelle que soit sa durée, ne sera autorisée hors de l'emprise des zones autorisées par le MOE.

Toutes les circulations provisoires pour les véhicules et engins, notamment les engins de levage mobiles, seront identifiées et sécurisées par barriérage avant le début de chaque phase de travaux.

Chaque aire de livraison sera adaptée, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux opérations de chargement et déchargement de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

La continuité du roulage des charges sera assurée depuis chaque aire de livraison jusqu'aux postes de travail. Ce roulage sera effectué sur un sol sec, ferme et sans aspérité s'opposant à un roulage fluide, d'une largeur permettant le croisement aisé des conteneurs, transpalettes, chariots, etc....

**7. Stockage**

## Aires de stockage - magasins

**Particularités :**

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Les aires de stockage devront figurer sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC).
- Le stockage dans le bâtiment devra tenir compte des charges admissibles et ne sera pas réalisé dans les circulations ou cages d'escaliers

**Généralités :**

Le Coordonnateur SPS sera en charge de coordonner la délimitation et l'aménagement des zones de stockage désignées par la maîtrise d'Œuvre.

Les zones de stockage seront isolées avec des éléments grillagés amovibles sur lests, d'une hauteur de 2 m minimum.

Les zones de stockage devront être adaptées, en dimensions au sol comme en capacité de portance, aux besoins de toutes les entreprises, pendant toute la durée des travaux.

En aucun cas ces zones de stockage ne devront entraver la circulation des piétons comme celle des véhicules.

Chaque entreprise sera en charge d'organiser son stockage en conséquence (limitation des charges introduites, répartition des charges les plus lourdes près des porteurs), et de procéder au balisage comme à l'étalement provisoire éventuellement nécessaire.

Les zones de stockage devront permettre l'élingage et le désélingage de plain-pied.

Réalisation par chaque entreprise des travaux nécessaires, ainsi que de la remise en l'état initial.



## 8. Évacuation des déchets et matériaux

### Bennes de chantier

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Emplacement : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

**Généralités :**

L'emplacement prévu pour les bennes devra figurer aux plans d'installation de chantier.

Les opérations de remplacement des bennes devront être entièrement effectuées dans l'emprise.

La manœuvre du porteur sera impérativement guidée par un représentant de l'entreprise ayant commandé le remplacement de la benne.

## 9. Manutention, appro et levage

### Recettes à matériaux échafaudées

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

**Généralités :**

Des recettes à matériaux échafaudées seront mises en œuvre en façades, intégrées aux échafaudages de façades et seront conçues de telle sorte que le niveau de roulage de la recette corresponde aux planchers à desservir.

Les dénivelés au droit des balcons devront être également franchis de plain-pied.

Des barrières-écluse permettront leur alimentation par chariot élévateur télescopique.

Des murs fusibles permettront le roulage sur l'intégralité des niveaux desservis, mettant en communication les couloirs de distribution des différentes cages d'escalier.

## 10. Échafaudages

### Échafaudages de pied

#### Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Mise en commun pour les lots : GROS-ŒUVRE / FACADE / MENUISERIE EXT
- Plan de calepinage : Phasage / Levage associé / Sapine
- Protection collective pendant les travaux de : ETANCHEITE / SERRURERIE / MENUISERIE EXT

#### Généralités :

Les échafaudages, tours, escaliers, sapines, auvents, etc... seront mis en commun.

Aucune dépose ne sera réalisée tant que les protections définitives n'auront pas été mises en œuvre et validées par le poseur.

Ils formeront protections collectives, et seront montés/démontés avec :

- Obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- Présentation de la notice de montage du fabricant ;
- Obligation d'examen avant mise ou remise en service par la personne compétente de l'entreprise par un organisme agréé, qui sera désignée dès le début de l'opération. Cette même personne assurera la maintenance quotidienne, les vérifications périodiques, ainsi que les vérifications après chaque modification apportée aux échafaudages.

Ils seront du type MDS, de catégorie 1 uniquement, et mis en œuvre conformément aux dispositions de la parution ED 6074 de l'INRS.

En cas d'impossibilité technique - démontrée - de mise en œuvre d'échafaudages type MDS, les échafaudages devraient être conformes à la recommandation R 408 de la CNMATS, ainsi qu'à l'arrêté du 21 décembre 2004.

Les approvisionnements seront réalisés par mise en place :

- d'un treuil électrique sur monorail ou sur bras articulé, desservant des recettes, implantées selon besoins.
- d'une barrière-écluse sur recette, alimentée par charriot élévateur ;
- d'un monte-charge (type monte-fûts) avec demi-planchers rabattus au passage de la cabine ;

L'accès aux plateaux sera réalisé par le biais d'une sapine.

L'enlèvement des gravois et déchets sera réalisé par le biais de goulottes, positionnées dans les sapines réparties en fonction des besoins, au droit des bennes.

Un examen d'adéquation sera réalisé, en présence du CSPS, avec chacune des entreprises utilisatrices, avant montage. Cet examen comprendra :

- Une réunion, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice préciseront leurs besoins à l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage ;
- Une réunion au cours de laquelle l'entreprise en charge du montage de l'échafaudage fera valider les plans de montages. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte ;
- une visite de l'échafaudage, après montage et vérification, au cours de laquelle les représentants de chaque entreprise utilisatrice valideront l'échafaudage. Les éventuelles demandes de modification par les entreprises utilisatrices seront prises en compte.

Les remaniements laissés à l'initiative des lots devront être clairement définis en accord avec les entreprises concernées et l'échafauteur.

Les conditions de mise en œuvre devront être précisées dans le PPSPS des entreprises : limites de prestations, emplacements précis, planning de pose et dépose, et transmises au Maître d'Œuvre et au Coordonnateur SPS.

En partie supérieure, ils devront dépasser les planchers de travail de 2,5 m minimum.

Ils seront équipés de filets ou bâches sur toute hauteur, notamment autour des sapines de levage, de façon à constituer une protection entre toutes les parties en travaux et les tiers.

Les regards existants sur le trottoir devront être visitables pendant toute la durée des travaux (sauf indication contraire du concessionnaire).

Toutes les enseignes lumineuses, panneaux, dispositifs d'éclairage, etc... seront protégés mécaniquement, et mises à l'abri des poussières et projections d'eau.

La partie inférieure sera rendue inaccessible aux tiers par mise en œuvre de bardage de tôles nervurées, sur une hauteur de 4 m, comprenant un portillon d'accès avec condamnation par verrou à code mécanique.

Les échelles mobiles permettant d'accéder aux premiers planchers de l'échafaudage devront être remontées en dehors des heures de travail, y compris pendant les pauses du midi. Elles devront être enchainées et cadenassées à l'échafaudage.

Le dispositif échelle/trappe d'accès aux plateaux d'échafaudage du 2° plancher sera sécurisé de la même manière.

Les échelles des autres plateaux seront relevées et les trappes fermées en dehors des heures de travail.

Des systèmes de détection et d'alarme avec caméra vidéo, seront mis en place, avec report téléphonique d'alarme, comprenant des détecteurs infrarouge, une centrale de réception, des balises de réception, des flashes et sirènes de dissuasion. La centrale devra être reliée à un prestataire agréé, qui devra dépêcher un intervenant sur site, afin de vérifier la nature de l'intrusion et de réagir de manière adaptée, selon un protocole soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage.

La vérification des échafaudages sera réalisée par un organisme agréé par autocontrôle du monteur.

La maintenance sera quotidienne (y compris remplacement des éléments défectueux).

En présence de polluants (amiante, plomb), un protocole de dépollution sera présenté avant début du montage.

## 11. Protections Collectives

### EPC provisoires ou définitifs

Particularités :

Prestation à la charge des entreprises suivantes :

- Baies : Lot 01 Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied.
- Nez de dalles : Lot 01 Les protections seront constituées de lisses hautes et lisses intermédiaires prises sur potelets métalliques, mis en place dans les fourreaux métalliques incorporés lors du coulage de la dalle. Les protections seront équipées de plinthe prévue pour empêcher les chutes de matériaux. Elles seront déposées en sécurité.
- Toitures terrasses : Lot 01 Les protections collectives seront constituées par la mise en œuvre d'échafaudages de pied. L'échafaudage devra impérativement dépasser d'1m la hauteur des toitures.

### Généralités :

La prestation portera sur la fourniture, la mise en place, la vérification journalière, la maintenance, le démontage (sauf dispositions contraires figurant dans la SOC) et l'enlèvement des protections collectives.

Les mesures prises pour assurer la continuité, dans le temps, des protections collectives seront précisées dans le PPSPS.

Les protections collectives devront être adaptées aux travaux de chaque corps d'état, et devront permettre la réalisation des travaux de chaque entreprise en sécurité.

Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage.

Le dispositif provisoire de protection collective ne sera retiré qu'une fois la protection définitive mise en place, et réceptionnée par le Maître d'œuvre.

La solidité des garde-corps définitifs sera vérifiée avant dépose des protections provisoires de chantier.

Un plan « au vide » matérialisant l'implantation des protections collectives sera fourni pour chaque niveau de chaque bâtiment.

En cas de dépose de protections collectives non prévue au PPSPS des entreprises, le Maître d'Ouvrage fera appliquer les mesures prévues à l'article « non-respect des dispositions du Code du Travail », figurant au présent PGC, ainsi que les sanctions prévues au Marché de Travaux.

Les fers en attente seront crossés ou équipés d'un cadre soudés à leurs extrémités. Les « bouchons » seront proscrits.

### Protections contre le bruit

Particularités :

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

**Généralités :**

En cas d'utilisation de matériels et engins générateurs de bruit (piquage, sciage, désamiantage), et notamment en milieu clos (phénomènes de résonnance), des bâches acoustiques seront obligatoirement mises en œuvre.

Sur simple demande du Coordonnateur SPS, chaque entreprise devra justifier que les niveaux sonores auxquels sont soumis les travailleurs (exposition quotidienne et pression de crête) la dispensent de :

- Réduire le bruit à la source ;
- Modifier l'organisation du travail ;
- Modifier l'implantation des sources de bruit ;
- Mettre en place des protecteurs auditifs individuels.

## 12. Spécificités complémentaires

### Curage-déconstruction

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

**Généralités :**

Avant début des travaux, l'entreprise en charge des travaux vérifiera :

- La conformité des diagnostics plomb et amiante « avant travaux » ;
- La solidité des planchers, escaliers, etc. ;
- La consignation effective de tous les réseaux ;
- L'absence de trémies ouvertes, abouts de planchers non protégés, etc. ;

## 13. Secours

### Zone de rassemblement

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise. L'Inspection du Travail, la CRAMIF et l'OPPBTB devront également être avisés dans les 48 heures.

Procédure d'évacuation des blessés : Affichage de secours

- Informer les occupants de l'évacuation
- Quittez les lieux calmement
- Rejoindre le point de rassemblement
- Compter les effectifs
- Interdire l'accès au site

Point de regroupement : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC)

**Généralités :**

La zone de rassemblement sera identifiée, dès le début des travaux, sur le Plan d'Installation de Chantier.

Son emplacement sera consigné dans le CR de chantier, et porté à la connaissance de tous les intervenants par chaque entreprise.

Dès que la sirène retentira, tous les intervenants sur site devront mettre en sécurité leur poste de travail, puis gagner, dans le calme, la zone de regroupement convenue.

### Trousse de secours

Particularités :

Prestation à la charge de l'entreprise titulaire du lot 01

- Emplacement : dans les cantonnements

#### Généralités :

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours, à vérifier - et éventuellement à compléter - régulièrement.

Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de l'endroit où ces boîtes sont placées.

### SST

Particularités :

Prestation à la charge de Chaque Entreprise

#### Généralités :

Les entreprises assureront la présence permanente sur le chantier des S.S.T., dans le nombre requis en fonction des effectifs totaux présents sur le chantier chaque jour.

### Procédure d'évacuation

Particularités :

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'accident devront avoir été enseignées à chaque intervenant, lors de son accueil sur site, par le chef de chantier de chaque entreprise

#### Généralités :

Pendant toute la durée des travaux, l'accès des pompiers ainsi que des véhicules du SAMU, y compris la nuit, devra être possible à tout moment.

Aucun stockage, aucune opération de déchargement, aucun stationnement, ne sera réalisé sur ces accès.

La liste des numéros d'appel d'urgence sera affichée dans les cantonnements et bureaux, près du/des poste(s) téléphonique(s), A leur arrivée sur site, les chefs de chantier et chefs d'équipes de toutes les entreprises enregistreront, dans leurs téléphones portables, les numéros d'urgence, pompiers, police, ainsi que le numéro du portable du conducteur de travaux, du bureau de chantier, etc.

## 14. Autres sujets

### Autres

#### NACELLES ou ENGINS

Chaque entreprise veillera à ce que les conducteurs d'engin de chantier ou de levage opérant sur site soient en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite). Les rapports de vérifications périodiques, et les livrets d'entretien seront tenus à disposition des organismes, sur site.

Identifier la zone de déplacement et les obstacles éventuels : A préciser sur le Plan d'Installation de Chantier (PIC) comprenant les zones spécifiques et les essais de compacité et portance des sols

Présence d'une personne au sol lors des manœuvres des engins est pour garantir la sécurité et la coordination efficace des opérations. Cette personne facilite la communication directe avec l'opérateur de l'engin, permettant une coordination fluide et rapide. En cas d'obstacles ou d'opérations de fouille, elle fournit des indications en temps réel, optimisant l'efficacité et minimisant les risques d'accidents. De plus, elle surveille l'environnement pour identifier tout danger, contribuant ainsi au succès global des missions impliquant des engins.

Les engins devront être équipés de feux spéciaux (tournant ou clignotant) et alarme de recule.

## Mesures de coordination prises par le CSPS en concertation avec le maître d'œuvre et les sujétions qui en découlent

### 1. Autorité et moyens donnés au CSPS

Le MOA donne accès au CSPS à toutes les parties et locaux concernés par l'opération.

Le CSPS a autorité pour arrêter seul un poste de travail, en cas de danger grave et imminent.

Le CSPS n'a pas autorité pour arrêter seul le chantier : il adressera cette demande, par mail, au MOA et MOE.

Chaque entreprise donnera instruction à son personnel, à l'arrivée sur le site, de prendre en compte sans délai les demandes du CSPS.

### 2. Modalités d'interventions

La coordination de chantier en termes de sécurité et de protection de la santé sera notamment réalisée lors des réunions de chantier, à l'initiative du CSPS. Le MOE aménagera le temps nécessaire à l'intervention du CSPS en lui donnant la parole à tout moment, procédure à convenir pendant la période de préparation.

Chaque entreprise présente sera alors invitée à exposer la nature de ses propres travaux, approvisionnements, emports, etc... prévus dans la période de temps précisée par le Coordonnateur.

Chaque entreprise présente sera tenue de réagir à chaque exposé, en faisant notamment ressortir les problématiques prévisibles en termes de co-activité, de superpositions de tâches, d'approvisionnements, de rotations de bennes, etc....

Le MOE signalera au CSPS les interventions prévues par les entreprises non représentées à la réunion.

Le CSPS et le MOE prendront ensemble les dispositions nécessaires pour coordonner et sécuriser les interventions exposées par chaque entreprise.

Le CSPS pourra demander au MOE de modifier le planning des travaux, s'il le juge nécessaire en raison des risques liés à la superposition de tâches, la co-activité, la circulation sur le chantier, le stockage, etc...

En cas de désaccord entre le MOE et le CSPS, le CSPS invitera le MOA à se prononcer.

Le MOA informera par mail le CSPS de l'agrément de chaque entreprise, y compris sous-traitants. En l'absence, aucune Visite d'Inspection Commune ne sera réalisée par le CSPS.

Les fiches d'observations et compte-rendus de Visites d'Inspection Communes seront diffusées par le CSPS, par mail, aux intervenants concernés, le MOE et le MOA étant systématiquement tenus en copie.

Les intervenants transmettront au CSPS tous leurs documents au format PDF.



### 3. VIC - P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvrage informera le CSPS, par tous moyens traçables à sa convenance, de la signature du marché avec les entreprises titulaires et de l'agrément des sous-traitants. Les entreprises non agréées ou non titulaires de lot ne seront pas autorisées à effectuer leur Visite d'Inspection Commune.

L'entrepreneur titulaire ou agréé informera le CSPS de son intention de commencer ses travaux au moins 10 jours avant la date qu'il aura retenue, et lui fera parvenir dans le même temps son projet de PPSPS. Le CSPS convoquera l'entrepreneur à sa Visite d'Inspection Commune, qui se déroulera obligatoirement au cours d'une réunion hebdomadaire de chantier.

En cas de sous-traitance, cette Visite d'Inspection Commune se déroulera obligatoirement en présence de l'entreprise titulaire du lot.

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (y compris sous-traitante) devra établir et remettre au Coordonnateur Sécurité son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S).

Un exemplaire de ce document devra être consultable en permanence du chantier, et consultable à tout moment.

Chaque entreprise sera tenue d'informer par écrit le Coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou la nature des travaux à effectuer ou de délai contractuels et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques liés à la co-activité, à la superposition de tâches.

Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque entreprise complètera son PPSPS par l'adjonction de notes méthodologiques détaillant la manière de réaliser, en sécurité, les différents types de travaux prévus à son marché de travaux ainsi qu'à tous ses avenants.

Ces notes devront être transmises au CSPS 10 jours avant démarrage des travaux, afin de permettre l'harmonisation des PPSPS de l'opération.

### 4. Accueil sur site et formation

Les personnels de chaque entreprise, les intérimaires, les conducteurs d'engins comme de véhicules, devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une information pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque entreprise sera tenue d'y veiller quotidiennement.

Cette formation, qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe de chaque entreprise, devra porter sur :

- Les conditions de circulation des personnes sur le chantier, et autour du chantier ;
- Les conditions et horaires d'approvisionnement et emports ;
- Les conditions de sécurité adoptées par chaque entreprise pour l'exécution des travaux ;
- Les dispositions à prendre en cas d'accident ;
- Le contenu (et l'emplacement) de la boîte de premier secours.

### 5. Modalités de coopération

Chaque matin, les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec un risque lié à leur co-activité conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Chaque entreprise générant des risques exportés figurant dans son PPSPS sera en charge du balisage ou de la restriction d'accès, délimitant ainsi un périmètre de sécurité.

Chaque entreprise intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenue de signaler immédiatement sa présence aux personnels affectés à ce poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

### 6. Enchaînement des tâches

Chaque entreprise sera en charge du respect de l'enchaînement des tâches prévues à son planning et dans la méthodologie des sous-traitants.

Chaque entreprise alertera par mail le Maître d'Œuvre et le CSPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque lié à une coactivité ou une superposition de tâches.

## 7. Travaux superposés

Les chefs d'équipe de chaque entreprise intervenant avec risque de superposition de tâche conviendront des zones d'intervention attribuées à chacun pour la journée. Cet accord, après concertation, devra être porté au registre de sécurité, et contresigné par les chefs d'équipes.

Cependant, avant de réaliser des travaux en élévation, chaque entreprise devra, de sa propre initiative, interdire la circulation des personnels en dessous et à l'aplomb de sa zone de travaux.

Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux, de barrières rigides (1m de hauteur minimum - type Heras, barrière police, lisses PVC sur cônes, auvents, filets, etc.), fermement assujetties aux sols.

Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer sur une zone située en-dessous d'un poste de travail préexistant.

## 8. Visite et courrier des Organismes

Chaque entreprise sera tenue de signaler sous 24 h, au CSPS, au MOE et au MOA, la visite sur site d'un représentant de la CRAMIF ou de l'Inspection du Travail.

Chaque entreprise sera tenue de transmettre sous 24 h, au CSPS, tout courrier adressé par les Organismes Officiels de Prévention, portant sur les travaux de la présente opération.

## 9. Non-respect du Code du Travail

Le non-respect des dispositions figurant au Code du Travail, Code de la Santé Publique, etc., peut entraîner un arrêt de poste, ou un arrêt de chantier, par les autorités administratives, par le Maître d'œuvre ou par le Maître d'Ouvrage.

En cas de manquements répétés, notamment en matière de protections collectives, le Maître d'Ouvrage mettra en place un ou plusieurs animateur(s) sécurité, en charge de faire respecter les Principes Généraux de Prévention ainsi que les dispositions figurant au présent PGC.

La mission d'animateur sécurité sera alors rémunérée dans le cadre du compte-prorata.

## Annexes

**CARTE BTP**  
L'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE

# NOUVELLE CARTE BTP OBLIGATOIRE

**VOUS ÊTES SALARIÉ  
NON INTÉRIMAIRE  
SUR DES CHANTIERS DE BTP**



[www.cartebtp.fr](http://www.cartebtp.fr)



Une nouvelle Carte d'identification professionnelle a été instaurée par l'État<sup>1</sup>, à la demande des professionnels, pour lutter contre le travail illégal. Désormais obligatoire, cette carte facilite les contrôles de tous les salariés qui effectuent des travaux sur des chantiers de bâtiment et de travaux publics, quel que soit leur statut (y compris les CDD, les apprentis, les intérimaires et les travailleurs détachés).

#### MON ANCIENNE CARTE BTP EST-ELLE ENCORE VALABLE ?

**NON.** L'ancienne Carte BTP n'est plus délivrée par les caisses CRBTP depuis le 15 septembre 2016. À compter de son entrée en vigueur, seule la nouvelle Carte BTP peut être réclamée en cas de contrôle.



#### COMMENT OBTENIR MA NOUVELLE CARTE ?

**PAR VOTRE EMPLOYEUR.** C'est votre employeur qui effectue la démarche sur le site [www.cartebtp.fr](http://www.cartebtp.fr) en transmettant certaines informations vous concernant (nom, prénom, sexe, date et lieu de naissance, type de contrat...) et votre photo. Une fois la déclaration validée et payée, il vous remet une attestation provisoire. Vous devez l'avoir avec vous sur le chantier en attendant de recevoir votre Carte BTP. Celle-ci vous sera remise par votre employeur.

#### COMBIEN DE TEMPS MA CARTE BTP EST-ELLE VALABLE ?

**PENDANT TOUTE LA DURÉE DE VOTRE CONTRAT DE TRAVAIL** ou des contrats successifs chez le même employeur. En cas de changement d'employeur, une nouvelle Carte BTP devra être établie. Pour les travailleurs détachés, la durée de validité correspond à celle du détachement.

<sup>1</sup> Pour les intérimaires, la Carte BTP est valable 5 ans.

#### QUE DOIS-JE FAIRE EN CAS DE PERTE, DE VOL OU DE DÉTÉRIORATION DE MA CARTE BTP ?

**INFORMER IMMÉDIATEMENT VOTRE EMPLOYEUR.** Ce dernier a l'obligation de faire invalider une Carte BTP perdue, volée ou détériorée. Il doit alors demander et payer une nouvelle carte.

**La Carte BTP est payée par votre employeur. Soyez vigilant et prenez-en soin !**

#### DOIS-JE TOUJOURS AVOIR MA CARTE BTP À PORTÉE DE MAIN ?

**OUI.** Le titulaire d'une carte (ou, à défaut, d'une attestation provisoire) est tenu de la présenter, sans délai, à toute demande des agents de contrôle des services de l'État, du maître d'ouvrage ou du donneur d'ordre intervenant sur le chantier.

#### QUI PEUT CONTRÔLER MA CARTE BTP ?

**LES SERVICES HABILITÉS DE L'ÉTAT, LE MAÎTRE D'OUVRAGE, LE DONNEUR D'ORDRE.**

Les agents de contrôles habilités (police, gendarmerie, douanes, URSSAF...) peuvent contrôler à tout moment la validité de votre Carte BTP. Grâce au QR Code et un accès spécifique, ils peuvent consulter l'ensemble des informations déclarées par votre employeur. Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre peut également demander à contrôler le QR Code. Dans ce cas, il n'a accès qu'à une seule information :

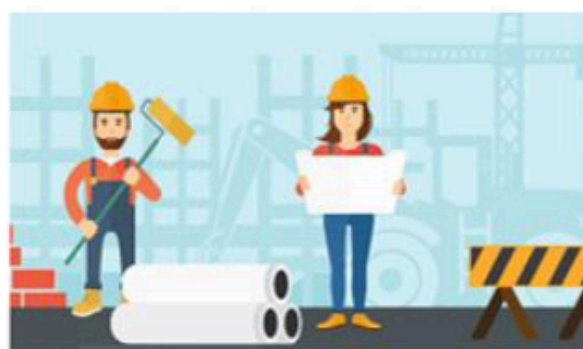
« carte valide » ou « carte invalide ».

En cas de manquement aux obligations de déclaration et d'information par l'employeur, l'amende administrative prononcée contre celui-ci peut atteindre 2 000 € par salarié, et 4 000 € en cas de récidive dans un délai d'un an à compter du jour de la notification de la première amende.



POUR UNE CONCURRENCE SAINTE.  
POUR LA PROTECTION DE L'EMPLOI LÉGAL.

[www.cartebtp.fr](http://www.cartebtp.fr)



#### QUELLES SONT LES INFORMATIONS ME CONCERNANT DÉCLARÉES PAR MON EMPLOYEUR ?

- Nom(x), prénom(x), sexe, date et lieu de naissance,
- Nationalité,
- Photographie d'identité numérique,
- Pour les salariés de nationalité étrangère : numéro d'autorisation de travail ou de carte de séjour valant autorisation de travail (pour les étrangers qui en sont titulaires),
- Nature du contrat de travail,
- Pour les travailleurs détachés : données relatives au chantier ou au lieu d'activité (adresse, date de début, durée prévisible ou date de fin du chantier).

#### DOIS-JE FOURNIR OBLIGATOIREMENT MA PHOTO ?

**OUI.** Comme toutes les informations déclarées par votre employeur pour la demande de Carte BTP, la photo est obligatoire. Elle doit être fournie au format numérique en respectant des critères précis, comme une photo pour une pièce d'identité. Pour plus d'informations rendez-vous sur [www.cartebtp.fr/photo](http://www.cartebtp.fr/photo).



Application mobile gratuite disponible pour

Apple iOS

Google Android

Windows Phone

Une application mobile, Carte BTP Photo, est disponible pour faciliter la collecte des photos par votre employeur